

Les subsides

quelque chose à ces sénateurs pour les calmer.» En réalité, ce qu'il a dit aux sénateurs était ceci: «Ne vous inquiétez pas si vous venez d'un État forestier, surtout du nord-ouest. J'appuierai vos efforts pour imposer des droits compensateurs. Ne vous faites pas de souci pour cela». Il a dit qu'il agira unilatéralement au besoin, si les négociations bilatérales échouent, et qu'il n'aura de cesse que ce problème soit résolu.

Le problème, c'est que nous sommes capables de concurrencer sur ce marché. C'est un problème pour les États-Unis, comme l'est le fait que notre industrie de bardeaux en cèdre rouge réussit à concurrencer sur leur marché. Il fallait que les États-Unis fassent quelque chose après s'être rendu compte que les Canadiens leur livraient une véritable concurrence; ils ont donc demandé l'imposition d'un droit de douane.

Notre parti craint ce que cela peut vouloir dire pour le libre-échange, le commerce intensifié ou amélioré. Si cela veut dire que, une fois toutes les barrières abolies comme c'est le cas dans le domaine du bois d'oeuvre depuis maintenant cinquante ans, les États-Unis riposteront par un droit compensateur dès que les Canadiens se tireront bien d'affaire sur leur marché, où est l'intérêt pour les Canadiens et le Canada? C'est pourtant la seule conclusion à laquelle nous pouvons arriver. C'est pourquoi nous disons dans la motion que les pourparlers sur le libre-échange ne pourront se poursuivre tant que la menace des droits compensateurs projetés par le gouvernement américain planera au-dessus de nos têtes.

Nous entamons les négociations sur le libre-échange la semaine prochaine, une épée de Damoclès suspendue au-dessus de nos têtes. Nous risquons de nous faire imposer un droit compensatoire de 29.1 p. 100 sur nos exportations de bois d'oeuvre aux États-Unis. Ce n'est pas l'attitude de bonne foi que les Canadiens s'attendaient à voir présider à ces entretiens. Ce n'est pas dans cet esprit, dans cette atmosphère que nous nous attendions à entamer de francs entretiens avec nos voisins du Sud.

Je termine en disant que nous, néo-démocrates, avons l'impression qu'au fond le gouvernement a décidé d'abandonner notre industrie forestière. Il a décidé de laisser tomber notre industrie forestière qui est représentée dans l'arrière-pays. Ou bien il a conclu en toute connaissance de cause une entente avec le président des États-Unis, ou il a eu la naïveté de s'imaginer que le président agirait au mieux des intérêts de nos producteurs forestiers. C'est pourquoi nous réagissons vivement et nous avons suggéré aujourd'hui dans une motion d'opposition que cette question soit débattue et que le ministre nous explique sur quelles études il se fonde et nous montre les répercussions qu'auront sur le Canada ces droits compensateurs. Nous voulons savoir de quelles études et de quelles informations il dispose et s'il a consulté les ministres provinciaux responsables de nos forêts. Si nous songeons à cette industrie vitale et à la situation critique dans laquelle elle s'est trouvée placée ces derniers jours, ce sont des questions qui s'imposent à nous, parlementaires.

Comme l'a souvent dit mon collègue de Skeena, le gouvernement du Canada aurait dû profiter de ce qu'il y avait des centaines et des centaines de spécialistes capables de discuter de

l'industrie forestière pour les envoyer faire le siège de tous les sénateurs et de tous les décideurs principaux dans tous les États possibles des États-Unis. Il faudrait que tout le monde sache parfaitement que nous affrontons la concurrence dans un marché parfaitement libre. Notre industrie ne touche aucune subvention. Elle fonctionne à armes parfaitement égales. Il est vrai que nous avons fortement investi en réduisant les effectifs grâce à l'évolution technologique et la modernisation de nos usines. Notre industrie se porte parfaitement. Voilà ce qu'il nous aurait fallu faire pour protéger l'industrie numéro un du Canada, au lieu de l'inaction ou des tergiversations du gouvernement.

M. Caldwell: Monsieur le Président, j'ai l'impression que cette journée pourrait devenir intéressante. Nous allons peut-être découvrir ce que pense véritablement le Nouveau parti démocratique de la promotion du commerce. Le député pourrait me donner son avis sur une citation de Marion Dewar, du Nouveau parti démocratique, parue hier dans le *Star* de Toronto. Voici ce qu'elle a déclaré:

La véritable solution pour le Canada (et d'ailleurs pour les États-Unis), c'est une politique insistant sur l'autonomie et mettant fin à un affrontement dont personne ne sort vainqueur. Il faut que l'on cesse de faire reposer l'économie d'une nation sur l'idée illusoire que chaque nation peut exporter plus qu'elle n'importe. Cela ne marche pas.

Le député est-il d'accord avec cette remarque? Est-ce là ce que pense le NPD? Le député pense-t-il que nous ne devrions pas être présents sur les marchés d'exportation mais nous contenter de produire pour notre propre marché en enfermant le Canada à l'intérieur de ses frontières?

● (1130)

M. Riis: Tout d'abord, je suis à 100 p. 100 d'accord avec cette déclaration, monsieur le Président. À moins que le député n'ait omis certains passages, je ne l'ai pas entendu dire qu'elle avait déclaré qu'il fallait enfermer le Canada derrière des barrières commerciales. Je ne l'ai pas non plus entendu dire qu'elle avait déclaré que nous ne devions pas participer au commerce international. Ce qu'elle a dit, c'est que nous devrions essayer d'être plus autonome, de faire ce que tout pays digne de ce nom devrait faire; autrement dit, profiter de nos propres ressources, les transformer, et ne pas vouloir tout brader systématiquement.

Je sais que si Marion Dewar était à la Chambre aujourd'hui, et cela arrivera peut-être un jour, elle serait là à nous dire que l'industrie forestière canadienne est quelque chose de trop précieux et de trop important pour faire l'objet d'un compromis ou être sacrifié sur l'autel du libre-échange. C'est ce qu'elle croit, c'est sa conviction. Elle pense très franchement qu'il faudrait faire un effort plus grand pour permettre aux Canadiens de devenir autonomes dans ces domaines. C'est le genre d'initiative que prennent la plupart des pays progressistes. Naturellement, ces initiatives s'accompagnent de démarches commerciales évidentes que prendrait n'importe quel grand pays commerçant comme le Canada.